Vue d'ensemble des services publics de vulgarisation coopérative des universités des États-Unis

Derek Brewin, Lou Swanson, Université d'État du Colorado, David Nielson, Secrétariat du NAAAN, Doug Steele, Association of Public and Land-Grant Universities, Cathie Woteki, Université d'État de l'Iowa

L'agriculture est de plus en plus un secteur fortement axé sur les connaissances et l'information. En tant que tel, le soutien au secteur agricole présente un intérêt public important. C'est pourquoi, depuis plus d'un siècle, le secteur public des États-Unis investit massivement dans la recherche agricole, l'enseignement agricole et la vulgarisation agricole. Ce chapitre traite de l'origine, de la nature et de l'évolution du soutien du secteur public à ces activités, en particulier du soutien public à la vulgarisation agricole.

L'agriculture, et la nécessité d'un soutien public à la vulgarisation agricole, ont beaucoup évolué au cours du siècle dernier – et le secteur privé s'est avéré une source essentielle pour de nombreux aspects des connaissances et informations agricoles. Cependant, le secteur public continue de fournir un soutien important à la vulgarisation agricole. Le rôle de la vulgarisation agricole financée par des fonds publics aux États-Unis est résumé comme suit sur la page de la Cooperative Extension Section du site Web de l'Association of Public and Land-grant Universities (APLU) :

« La vulgarisation fournit une éducation fiable et pratique pour aider les personnes, les entreprises et les communautés à résoudre des problèmes, à développer des compétences et à construire un meilleur avenir. Les membres du corps enseignant du campus universitaire sont des spécialistes disciplinaires titulaires d'un doctorat dont la principale responsabilité est d'élaborer des programmes d'études qui traduisent les résultats de la recherche scientifique en un langage (écrit, verbal et électronique) adapté aux publics cibles. Les éducateurs des comtés (dont la plupart sont titulaires d'un diplôme d'études supérieures) travaillent avec les citoyens et les groupes d'intérêt locaux pour résoudre les problèmes, évaluer l'efficacité des outils d'apprentissage et recueillir l'avis des citoyens et ainsi établir les priorités des recherches futures. En vivant et en travaillant dans les communautés, les éducateurs de comté répondent aux besoins locaux, instaurent la confiance et communiquent efficacement avec les citoyens. Les domaines du programme comprennent, sans s'y limiter, le développement de la jeunesse de 4-H, l'agriculture, les sciences de la famille et de la consommation, la santé et la nutrition, le développement communautaire, l'eau et les ressources naturelles, la foresterie, la préparation aux situations d'urgence, la variabilité climatique, le bénévolat et les sciences humaines[7]. » [traduction]

Aux États-Unis, la vulgarisation agricole soutenue par le secteur public est entièrement détenue par les États (et non par le gouvernement fédéral). Dans chaque État, la gestion de la vulgarisation est la responsabilité de l'université de l'État créée par donation foncière (LGU) ou par plusieurs universités de ce type. Dans la plupart des LGU, le directeur de la vulgarisation rend compte à un doyen ou à un vice-président. Bien que la vulgarisation agricole soutenue par le secteur public soit un programme de chaque université créée par donation foncière, le financement du système de vulgarisation agricole de chaque État provient de diverses sources, comprenant généralement, entre autres, des fonds des gouvernements fédéraux, des États et des comtés. Parmi ces sources de financement, le gouvernement de l'État est le plus important dans la plupart, sinon la totalité, des États. Bien que la vulgarisation agricole publique aux États-Unis appartienne aux États, une collaboration entre tous les services des États et le soutien du département de l'Agriculture des États-Unis

[7] https://www.aplu.org/members/commissions/food-environment-and-renewable-resources/board-on-agriculture-assembly/cooperative-extension-section/

(USDA) ont permis à l'ensemble des services de vulgarisation des États d'être considérés comme un système national de vulgarisation coopérative aux États-Unis.

La structure publique et universitaire du système de vulgarisation coopérative des États-Unis est unique par rapport aux programmes publics de vulgarisation agricole d'autres pays. La plupart des systèmes publics de vulgarisation agricole dans le monde (à quelques exceptions près) relèvent des gouvernements nationaux (et non des États ou des provinces) et, par conséquent, sont généralement situés au sein des ministères nationaux de l'agriculture plutôt que dans des universités agricoles. En outre, les universités à vocation agricole du monde entier relèvent le plus souvent des ministères de l'éducation à l'échelon fédéral. Ils n'ont souvent que peu ou pas de lien officiel avec les activités de vulgarisation agricole publiques[8].

Comment la vulgarisation agricole générale des États-Unis a-t-elle évolué si différemment des systèmes publics de vulgarisation agricole des autres nations, alors qu'il s'agissait du premier système national de vulgarisation agricole? Aux États-Unis, la vulgarisation agricole publique est née de nombreuses initiatives locales et étatiques du XIXe siècle visant à créer des établissements d'enseignement supérieur dans les États et mettant la science au service des besoins et des exigences pratiques de l'agriculture. Une série de lois fédérales (dont il est question plus loin) ont apporté un soutien et un certain niveau de structure à ces initiatives locales et étatiques. Dans leur association les uns avec les autres et avec le soutien qu'ils reçoivent de l'USDA, les systèmes de vulgarisation agricole des États forment un système national unique au monde, conforme à la structure politique du pays, composée de gouvernements étatiques forts.

1.0 Histoire du service de vulgarisation agricole aux États-Unis

Au début du XXe siècle, les premiers efforts de vulgarisation agricole soutenus par le secteur public étaient liés aux stations expérimentales agricoles des collectivités territoriales, qui n'en étaient alors qu'à leurs débuts. Les bureaux de recherche agricole et les champs de démonstration ont été créés au cours des deux dernières décennies du XIXe siècle par les États (avec le soutien du gouvernement national) et leurs jeunes collèges agricoles et mécaniques publics. Au cours des premières années du XXe siècle, ces collèges des secteurs agricoles et mécaniques organisaient des journées champêtres à l'échelle locale (souvent à la ferme). En 1905, les États expérimentent la mise en place de bureaux de vulgarisation des comtés, financés par l'État et les administrations locales.

Le système de vulgarisation américain moderne est le produit des innovations institutionnelles des LGU avec le soutien fiscal de leurs États et comtés. L'USDA et le Congrès américain n'ont pas créé ce système, mais les États eux-mêmes. Aujourd'hui encore, aux États-Unis, les services publics de vulgarisation agricole appartiennent à l'État et ne se trouvent que dans les LGU.

L'innovation institutionnelle consistant à créer des programmes publics de vulgarisation agricole et à les intégrer aux LGU est née simultanément (et dans une certaine mesure indépendamment – État par État) dans les collèges des LGU du XIXe et du début du XXe siècle. En 1914, le gouvernement fédéral américain a commencé à apporter un soutien financier à ces initiatives d'État. En 1887, le Congrès américain a adopté la Hatch Act, qui prévoyait un financement fédéral pour la recherche appliquée visant à faire progresser l'agriculture locale dans les États, la responsabilité de ces fonds fédéraux étant confiée aux LGU sous la supervision de l'USDA (The Hatch Act of 1887 | National Institute of Food and Agriculture, 2018). Plus tard, en 1914, le Congrès américain a adopté la Smith-Lever Act, qui prévoyait un financement fédéral,

[8] Ce chapitre national se concentre sur la vulgarisation agricole universitaire financée par des fonds publics. La vulgarisation agricole publique n'est qu'une partie de l'univers global des services de conseil agricole aux États-Unis – les services de conseil agricole privés et à but non lucratif sont également importants. La discussion de ces services en dehors des éléments publics du système de vulgarisation coopérative américain sera engagée dans les étapes suivantes de l'exercice de cartographie du NAAAN.

supervisé par l'USDA, pour soutenir les nouveaux services de vulgarisation universitaire des LGU (The Smith-Lever Act of 1914, s.d.). C'est dans l'Iowa qu'ont eu lieu des journées champêtres à la fin du XIXe siècle ainsi que les premiers bureaux de vulgarisation de comté.

« En 1906, l'Assemblée législative de l'Iowa a promulgué l'Agricultural Extension Act, mettant à disposition des fonds pour des projets de démonstration. On pense qu'il s'agissait de la première législation spécifique établissant le travail de vulgarisation de l'État » (Extension Service : A Historical Perspective | Dubuque County, Iowa, s.d.).

En bref, les stations expérimentales agricoles et les services de vulgarisation des LGU ont été lancés par les États et leurs groupes intéressés d'agriculteurs et d'éleveurs.

La Smith-Lever Act a apporté un soutien financier fédéral aux services de vulgarisation des LGU, qui sont en train de voir le jour et qui appartiennent à l'État. Ces fonds nécessitaient une contrepartie fédérale de la part des États. Depuis 1914, la Smith-Lever Act a créé un partenariat durable entre le gouvernement fédéral, les gouvernements des États et les LGU, pour soutenir les programmes de vulgarisation. L'USDA est responsable de la dépense des fonds du gouvernement fédéral par les collectivités territoriales, mais pas des fonds des États et des collectivités locales. Ce mandat fédéral de responsabilisation a finalement incité toutes les LGU à collaborer pour fournir des rapports normalisés sur l'utilisation des fonds de la Smith-Lever Act et de la Hatch Act. L'élaboration de rapports standard pour l'USDA était dans l'intérêt des LGU et de l'USDA. On a ainsi favorisé dès le début la création d'une organisation nationale aux fins de l'élaboration en collaboration des programmes et de la normalisation des rapports. Les États et leurs LGU ont mis en place des services de vulgarisation en collaboration avec leurs stations expérimentales agricoles pour diffuser les connaissances et les informations (y compris les résultats de la recherche agricole pratique) aux agriculteurs et aux éleveurs. Une première forme typique de collaboration entre les LGU consistait à partager les bulletins d'information de stations expérimentales agricoles et de vulgarisation entre leurs bibliothèques.

L'émergence apparemment rapide des stations expérimentales agricoles et des services de vulgarisation des LGU est le fruit de l'intérêt porté par les États-Unis, au XIXe siècle, à l'échelle locale et nationale, à la création de connaissances susceptibles d'améliorer la production et la productivité agricoles. Les LGU américaines sont le fruit d'un engagement national en faveur de l'enseignement, de la recherche, de la mobilisation et de la sensibilisation dans le domaine des sciences et de l'enseignement supérieur public. Cet élan du XIXe siècle en faveur de l'enseignement supérieur et de la science s'inscrit dans le cadre d'une croyance culturelle nationale émergente selon laquelle la création et la diffusion du savoir sont à l'origine de la richesse et de la prospérité sociale.

L'association nationale de coordination des services de vulgarisation des LGU est l'Extension Committee on Organization and Policy (plus de détails sur l'ECOP se trouvent ci-dessous). Il s'agit d'une plateforme administrative gérée par les LGU qui, collectivement, normalisent leurs relations habituelles avec l'USDA. Aujourd'hui, l'USDA continue de superviser l'utilisation des fonds de la Smith-Lever Act. L'USDA travaille en collaboration avec les LGU dans ce domaine et, ensemble, l'USDA et ces universités rendent compte au Congrès. À leur tour, les LGU font pression (en partie par l'intermédiaire de l'APLU) pour que le Congrès continue à financer le partenariat entre l'USDA et ces universités pour les fonds de la Smith-Lever Act et les fonds de la Hatch Act des stations expérimentales agricoles.

1.1 La science, la technologie et les universités publiques au XIXe siècle

L'Amérique du milieu du XIXe siècle était une nation divisée, si divisée que l'événement le plus cataclysmique de son histoire, la guerre de Sécession, a failli la briser. C'était aussi une époque où l'Amérique était animée par les visions européennes de la science et des innovations technologiques qui faisaient progresser l'industrie et amélioraient la production agricole. Les États-Unis ont été fortement influencés par la science européenne émergente, notamment dans le domaine de l'agriculture. Comme en Europe, la science américaine a émergé de manière inégale et régionale. Elle était motivée par des défis intellectuels visant à comprendre rationnellement la nature et à appliquer les lois naturelles à l'économie et à la création de richesses.

La biographie de Roger L. Williams (2018) sur Evan Pugh, l'un des visionnaires de la création des collèges agricoles et mécaniques (LGU) et premier président de ce qui est aujourd'hui la Pennsylvania State University, offre un compte rendu détaillé de l'engagement de Pugh à établir institutionnellement la science comme fondement de l'enseignement supérieur public. La biographie de Pugh par Williams souligne l'importance de l'enseignement supérieur en Europe comme exemple pour les collèges agricoles et mécaniques aux États-Unis. Justin Morrill, membre du Congrès du Vermont, a été le visionnaire américain le plus reconnu à préconiser la création de collèges publics destinés à faire progresser les connaissances scientifiques et l'éducation appliquée pour les agriculteurs progressistes. Il s'est fait le champion d'une production améliorant les sciences agricoles et mécaniques. Lui et d'autres visionnaires considéraient la science appliquée comme la clé de la diffusion des connaissances et des technologies (https://www.psupress.org/books/titles/978-0-271-08017-8.html).

Les deux principaux défis de l'agriculture américaine de la fin du XIXe siècle étaient le déclin de la productivité agricole dû à « l'épuisement des sols » et la nécessité d'améliorer l'élevage des animaux. La vision du député Morrill était bien connue des sociétés scientifiques locales très décentralisées dans une grande partie du pays. Ces petites sociétés scientifiques bénévoles se sont transformées en un mouvement social national qui défendait les avantages pratiques de l'agriculture scientifique. Il s'agissait d'organisations communautaires d'enseignement scientifique. Nombre d'entre elles connaissaient très bien la recherche et le développement scientifiques dans les universités privées d'élite américaines et les universités européennes de premier plan au niveau mondial. Ces sociétés agricoles allaient devenir les principaux défenseurs locaux des bureaux de vulgarisation des comtés au cours du premier quart du XXe siècle. L'histoire de Roger Williams sur la création de ce qui est devenu la Penn State University est un excellent compte rendu historique de ces types de sociétés scientifiques locales dans la Pennsylvanie du milieu du XIXe siècle (Williams, 2018).

La vision du député Morrill avant la guerre de Sécession était celle d'un partenariat entre le département de l'Agriculture proposé par le gouvernement fédéral, d'une part, et les gouvernements des États, d'autre part, pour soutenir la création d'écoles d'agriculture et de mécanique qui formeraient les agriculteurs en faisant progresser les « arts » de l'agriculture. Ces collèges publics ont été conçus pour être les « universités du peuple ». Ce n'est que plus tard, vers le dernier quart du XIXe siècle, que la recherche appliquée s'est ajoutée à ce partenariat entre le gouvernement fédéral et l'État, par l'entremise de la Hatch Act (1887). Un autre demi-siècle plus tard, le gouvernement fédéral a soutenu de nouveaux services de vulgarisation agricole avec la Smith-Lever Act (1914).

Le 8 mai 1862, alors que la guerre de Sécession s'intensifiait, le président Lincoln a signé la loi du Congrès qui a créé l'USDA (USDA Celebrates 150 Years, 2012) (https://www.usda.gov/our-agency/about-usda/history). Le 2 juillet 1862, le président Lincoln a signé la Morrill Act (https://today.tamu.edu/2020/07/02/the-morrill-act-still-has-a-huge-impact-on-the-u-s-and-the-world/). Créés à quelques semaines d'intervalle, l'USDA et les LGU ont évolué ensemble.

1.2 Développement continu des services de vulgarisation des universités créées par donation foncière aux XXe et XXIe siècles

Les institutions sociales peuvent être jugées par leur résilience sur de longues périodes. Dans la plupart des États, la vulgarisation était au départ composée principalement d'agents de comté situés dans des bureaux financés par le comté. Les services de vulgarisation des LGU étaient de portée locale dès le départ. Selon cette mesure, les services de vulgarisation basés localement sont des réponses institutionnelles remarquables du XIXe et du début du XXe siècle pour la recherche agricole publique et la diffusion de cette recherche par l'entremise de bureaux locaux. La vulgarisation a été suffisamment souple pour continuer à servir presque tous les comtés des États-Unis depuis plus d'un siècle. Cela suggère une certaine agilité institutionnelle pour rester pertinent dans le soutien d'un secteur agricole en évolution et dans l'intégration des nouvelles technologies de communication, y compris les médias sociaux du XXIe siècle. Il y a aussi des tensions perceptibles. La vulgarisation a commencé par des antennes universitaires locales dans les zones rurales et urbaines. Actuellement, la vulgarisation continue d'être ancrée localement avec un soutien financier local considérable. Selon un adage politique américain, « toute politique est locale ». La résilience politique de la vulgarisation depuis plus d'un siècle est étroitement liée à son ancrage dans les conditions locales changeantes et à sa capacité d'adaptation à celles-ci.

Tout au long du XXe siècle et au début du XXIe siècle, les communautés et le secteur agricole ont connu d'importants changements économiques et sociaux. La vulgarisation a été un facteur important de changement dans les deux domaines, économique et social. La vulgarisation a également résisté et s'est adaptée à des défis importants et même à des critiques au sein des LGU. Ces universités sont passées de collèges agricoles et mécaniques relativement petits à des universités de recherche et d'enseignement de calibre mondial. La Seconde Guerre mondiale, l'expansion d'après-guerre associée au GI Bill, les investissements massifs de la guerre froide dans la recherche universitaire et la deuxième augmentation rapide de l'échelle causée par le baby-boom ont produit des changements qualitatifs sur les campus des LGU (1945-1995). Parmi ces dialectiques institutionnelles universitaires, il y a eu l'expansion simultanée des collèges d'enseignement supérieur non agricoles et la priorité accordée à la recherche universitaire. Pourtant, la croissance épisodique phénoménale qu'ont connue de nombreuses parties des LGU au cours de cette période a été inégale pour la vulgarisation et les autres fonctions de sensibilisation et de mobilisation de ces universités. Ces programmes ne se sont pas développés aussi rapidement. Si les budgets sont des indicateurs, le soutien à la vulgarisation n'est plus une priorité pour les universités (voir la section sur les sources de financement de la vulgarisation agricole publique ci-dessous). La dernière décennie du XXe siècle et les deux premières du XXIe siècle ont été des périodes de tensions budgétaires pour toutes les universités publiques américaines (et pour la fonction de vulgarisation en leur sein). Par exemple, les contributions de l'État aux frais de scolarité des étudiants dans l'État ont été transférées à l'étudiant, ce qui a suscité des inquiétudes quant à l'accès à l'enseignement supérieur public.

Les portefeuilles de recherche de l'USDA, y compris le National Institute of Food and Agriculture (USDA-NIFA), se sont considérablement développés au cours de la majeure partie du XXe siècle, à mesure que le financement de la recherche agricole par le Congrès augmentait. Depuis lors, cependant, la recherche agricole financée par des fonds publics a plafonné, puis a diminué, de sorte qu'aujourd'hui, la recherche agricole financée par des fonds publics, mesurée en dollars corrigés de l'inflation, est maintenant inférieure aux niveaux des années 1980. Cependant, la recherche agricole financée par le secteur privé n'a cessé de croître et a dépassé celle financée par des fonds publics. En conséquence, la nature de la recherche menée au moyen de fonds publics est devenue plus axée sur des sujets ayant des attributs de biens publics (c'est-à-dire des questions que le secteur privé est moins susceptible d'explorer dans ses activités de recherche). Tout comme la recherche agricole financée par des fonds publics dans les LGU a diminué, la recherche appliquée et la vulgarisation des stations expérimentales agricoles n'ont pas suivi le rythme des autres investissements

de la nation dans la science. En revanche, la recherche appliquée et le développement du secteur privé, ainsi que le « rayonnement » des entreprises, ont pris de l'ampleurs, fournissant de nombreuses fonctions autrefois réservées à la vulgarisation.

La vulgarisation agricole publique se concentre sur les domaines d'intérêt public et s'est transformée au fur et à mesure que le secteur privé prenait en charge un grand nombre de ses services antérieurs. Auparavant, la vulgarisation agricole publique mettait l'accent sur la productivité et la rentabilité des exploitations. Avec la croissance et la modernisation du secteur agricole, la vulgarisation agricole publique a mis davantage l'accent sur des sujets tels que la gestion des ressources naturelles, la résilience et l'atténuation des changements climatiques, la nutrition et d'autres questions relevant des biens publics, tandis que la plupart des conseils offerts aux agriculteurs en matière de productivité et de rentabilité sont de plus en plus souvent fournis par des conseillers du secteur privé.

Au début du XXIe siècle, l'Association of Public and Land-grant Universities (APLU) a cerné les défis de l'enseignement supérieur public pour le nouveau siècle. Dans une série de publications intitulées « Retour aux sources », la mobilisation et le rayonnement des universités ont été présentés comme un défi critique pour toutes les universités publiques (Returning to Our Roots, Kellogg Commission, s.d.). Ces rapports ont accordé une attention particulière aux services rendus par les universités publiques à leurs citoyens. Le rapport sur The Engaged Institution a fourni des conseils constructifs pour le rayonnement et la mobilisation à l'échelle de l'université, y compris la vulgarisation des LGU (Returning to Our Roots : The Engaged Institution (février 1999), s.d.) (https://www.aplu.org/library/returning-to-our-roots-the-engaged-institution).

Aujourd'hui, la mobilisation à l'échelle de l'université a fait l'objet d'une grande attention, voire de nouvelles ressources importantes, de la part des conseils d'administration et des hauts responsables. Ce mouvement social des universités publiques visant à renforcer la mobilisation est à la fois une occasion de vulgarisation et un défi pour l'égalité de statut au sein des universités ayant des mandats de recherche et d'enseignement. Cette section aborde les caractéristiques importantes de la vulgarisation des LGU et ses nombreux partenariats et défis durables (Journal of Community Engagement and Scholarship, 2022, volume 14, numéro 3) (https://digitalcommons.northgeorgia.edu/jces/vol14/iss3/).

Les services de vulgarisation des LGU et les stations expérimentales agricoles ont toujours maintenu un partenariat avec l'USDA. Si l'USDA ne dispose pas de son propre service de vulgarisation (contrairement à la plupart des ministères de l'Agriculture dans le monde), il possède d'excellentes installations de recherche. Le service de recherche agricole de l'USDA (USDA-ARS) et le service de conservation des ressources naturelles (USDA-NRCS) sont des institutions fédérales de recherche sur l'agriculture et les ressources naturelles. Jusqu'à la dernière décennie, l'USDA-NRCS disposait même de bureaux régionaux fournissant des services de liaison aux programmes de conservation. Le NRCS supervise également les programmes environnementaux de l'USDA, y compris les rapports sur la conformité sur le terrain des agriculteurs recevant un soutien financier pour leur participation aux programmes de conservation fédéraux.

Les services de vulgarisation des LGU n'ont pas de fonctions réglementaires associées aux programmes de l'USDA ou des États[9]. Cela contraste avec de nombreux programmes publics de vulgarisation agricole dans le monde qui ont un rôle dans l'application de divers règlements gouvernementaux et d'autres fonctions liées

[9] Bien que la vulgarisation n'ait pas de fonctions réglementaires, elle peut être chargée de fournir une éducation liée à la réglementation. Par exemple, bien que la vulgarisation n'ait pas pour rôle de mettre en œuvre les réglementations fédérales ou étatiques sur les pesticides, elle fournit des conseils aux intervenants concernant la réglementation et transmet également des connaissances relatives à l'utilisation sûre des pesticides.

aux politiques[10]. Il s'agit d'une différence importante entre le système de vulgarisation des États-Unis et les services de vulgarisation de nombreux autres pays. Les services de vulgarisation des LGU sont principalement axés sur la mobilisation et le rayonnement des universités. Les programmes de vulgarisation des États-Unis ne sont pas compliqués par la fonction supplémentaire d'application de la réglementation gouvernementale.

L'USDA et les LGU disposent de vastes installations de recherche. Depuis la Seconde Guerre mondiale, les universités américaines ont considérablement élargi leurs portefeuilles de recherche, notamment dans le domaine de l'agriculture et des ressources naturelles. Les stations expérimentales agricoles des LGU mènent à la fois des recherches fondamentales et appliquées, mais sont historiquement axées sur l'application pratique de la science aux besoins spécifiques de leurs États.

Le financement des services de vulgarisation des LGU dépend principalement de l'État et des comtés. Le financement Smith-Lever en tant que pourcentage du financement total de la vulgarisation par les LGU fluctue entre 8 % et 15 % (varie selon l'État, le comté et les revenus non gouvernementaux tels que les subventions et les contrats). Le Congrès américain, par le biais des fonds Smith-Lever de l'USDA, établit des exigences en matière de responsabilité fiscale et de soutien des mandats du Congrès pour ces fonds fédéraux. La division Research, Education and Economics (USDA-REE) de l'USDA supervise le financement du programme Smith-Lever par l'entremise de son institut national de l'alimentation et de l'agriculture.

Ce partenariat entre le gouvernement fédéral (Congrès et USDA) et les universités créées par donation foncière des États et territoires américains est unique en son genre. Il s'agit du seul système de vulgarisation exclusivement universitaire au monde. Bien qu'ils ne représentent généralement qu'une faible proportion des budgets de vulgarisation des collectivités territoriales, les fonds fédéraux Smith-Lever incitent fortement ces dernières à respecter les mandats du Congrès associés aux fonds de la Smith-Lever Act. Les collectivités territoriales américaines bénéficient d'un soutien politique considérable dans leurs États et auprès de leurs délégations au Congrès (Chambre des représentants et Sénat). Par conséquent, les LGU ont apporté un soutien politique important aux programmes de recherche, d'enseignement et de vulgarisation de l'USDA.

Une autre caractéristique unique de la vulgarisation des LGU des États-Unis est leurs programmes 4-H pour le développement de la jeunesse. Les programmes 4-H ont vu le jour dans ces universités afin de répondre à la demande de programmes isolés pour les jeunes ruraux visant l'élaboration d'une formation scientifique et pratique sur les pratiques agricoles, les responsabilités civiques et le leadership. On ne saurait trop insister sur l'importance de la co-création par les universités LGU de leur service de vulgarisation universitaire et de leurs programmes 4-H de développement de la jeunesse. Ils ont émergé ensemble, en symbiose.

2.0 Organisation des services de vulgarisation des universités créées par donation foncière : associations nationales et régionales

Aujourd'hui, les universités créées par donation foncière (LGU) des États-Unis bénéficient des visions, des investissements organisationnels et des structures de leurs prédécesseurs des XIXe et XXe siècles. Au cours du siècle dernier, les LGU ont intentionnellement mis en place un réseau de collaboration très efficace et une voix unifiée pour leur partenariat avec l'USDA et, plus important encore, entre elles. Le cheminement historique vers l'organisation nationale actuelle, l'ECOP, a été épisodique, officialisant au fil du temps les fonctions de collaboration et votant sur la manière dont il se taxe/s'évalue pour soutenir les priorités nationales. C'est comme le principe de subsidiarité mentionné précédemment. La structure nationale a assumé des fonctions que les LGU individuelles ou même les LGU associées au niveau régional ne pouvaient pas accomplir de

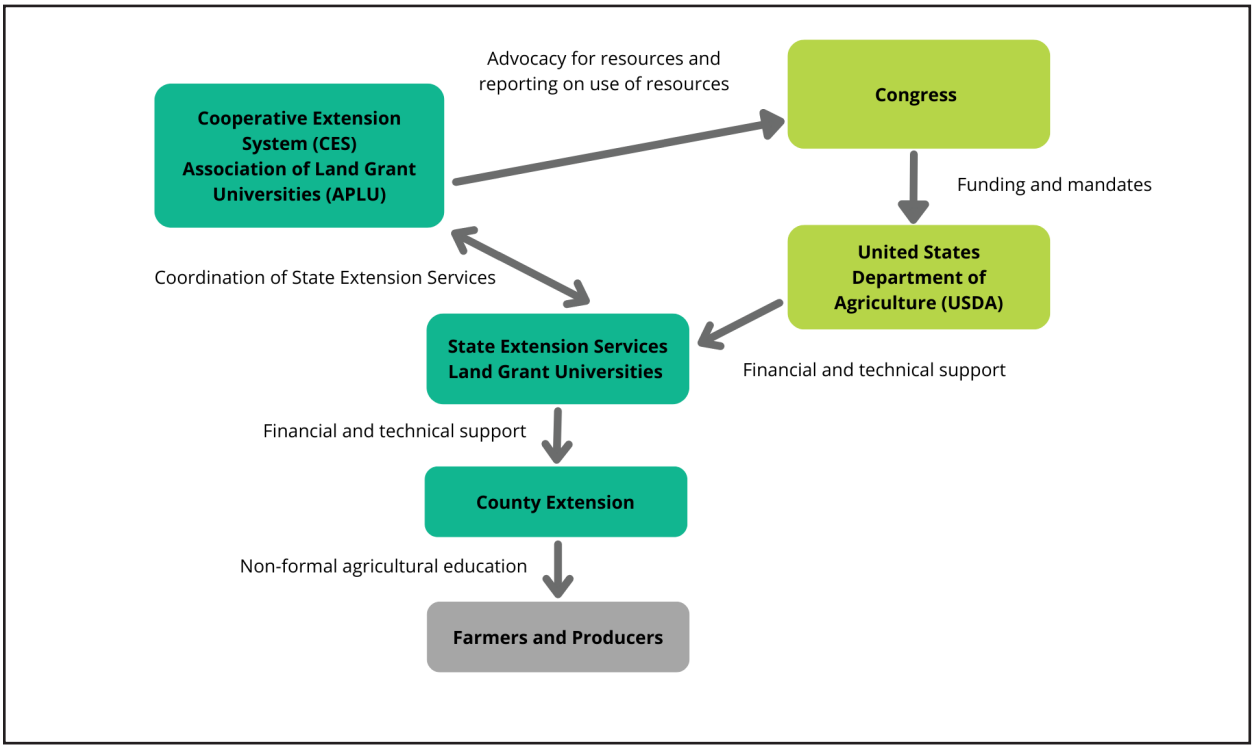
[10] Par exemple, dans de nombreux pays, les organismes publics de vulgarisation agricole ont été chargés de mettre en œuvre le subventionnement des intrants agricoles (tels que les semences et les engrais). De tels arrangements ont souvent été considérés comme créant un conflit d'intérêt à la fois pour les vulgarisateurs et pour les agriculteurs eux-mêmes.

manière indépendante. De cette façon, le système national de vulgarisation est le produit de nouvelles discussions continues entre ses LGU membres.

Comme il est mentionné précédemment, l'ECOP fait partie du service de vulgarisation des États-Unis au niveau national et n'a pas le pouvoir de diriger les programmes de vulgarisation des universités membres, mais il existe une solide mobilisation organisationnelle envers les 112 programmes. Il s'agit d'un système « complexe » que même les initiés semblent trouver inhabituellement difficile à comprendre pleinement. Un organigramme des Cooperative Extension Services, qui se trouvent à l'APLU, existe en ligne : https://www.aplu.org/members/commissions/food-environment-and-renewable-resources/organizational-chart.html. Un schéma simplifié des relations entre les agriculteurs, les programmes de vulgarisation locaux, les États et les LGU, l'APLU/la CES, l'USDA et le Congrès est présenté ci-dessous. Le « système » national des LGU des États-Unis est très diversifié et représente une évolution ponctuelle tenant compte de certains des pires et des meilleurs moments de l'Amérique. Ce système repose sur les réalisations et les échecs de ceux qui l'ont précédé. Il s'agit d'un groupe décentralisé de collèges et d'universités vaguement similaires qui travaillent avec l'USDA pour soutenir une coalition universitaire devant le Congrès.

Figure 1

Éléments clés du système de vulgarisation des États-Unis



Source : Fourni par les auteurs.

Au sein de leurs universités, les services de vulgarisation sont gérés soit comme une unité collégiale relevant d'un doyen (collèges d'agriculture), soit comme une division universitaire relevant du doyen ou du président[11]. Dans la plupart des États, les stations expérimentales agricoles et la vulgarisation sont reconnus légalement comme organismes officiels de l'État. En tant qu'organismes de l'État, les services de vulgarisation sont plus qu'une division au sein de leurs universités, ils sont aussi des divisions du gouvernement de l'État.

[11] Dans les universités créées par donation foncière (LGU) de 1890, les chefs des services de vulgarisation portent le titre d'administrateur associé de vulgarisation ou d'administrateur de vulgarisation, tandis que dans les LGU de 1862, les chefs des services de vulgarisation portent le titre de directeur de vulgarisation ou de doyen associé de vulgarisation.

Actuellement, un système national de collaboration et d'action collective en matière de vulgarisation agricole entre les universités américaines créées par donation foncière se trouve au niveau national dans la Cooperative Extension Section de l'APLU. Cette section de vulgarisation coopérative rel;eve du Board of Agricultural Assembly, au sein de la Commission on Food, Environment, and Renewable Resources (CFERR) de l'APLU.

Comme il est indiqué ci-dessus, la Cooperative Extension Section de l'APLU est autogérée par le comité de vulgarisation sur l'organisation et les politiques (ECOP) (https://www.aplu.org/members/commissions/food-environment-and-renewable-resources/board-on-agriculture-assembly/cooperative-extension-section/). L'ECOP est composé de représentants des collectivités territoriales qui apportent volontairement une contribution financière (sur la base d'une formule de financement datant d'avant la Seconde Guerre mondiale) et travaillent dans le cadre des politiques et organisations générales établies par l'ECOP.

Trois lois distinctes du Congrès américain (1862, 1890 et 1994) ont créé trois types d'universités et de collèges créés par donation foncière. Aujourd'hui, il existe 112 institutions créées par donation foncière, dont 19 sont des universités historiquement noires et 33 des collèges et universités tribaux. Ces 112 établissements d'enseignement supérieur constituent un héritage historique remarquable de l'engagement des États-Unis en faveur de l'enseignement supérieur et de la lutte pour l'inclusion des populations minoritaires. Il s'agit d'un système unique d'universités créées par donation foncière.

Comme il a été mentionné précédemment, la première Morrill Act de 1862 prévoyait un certain financement fédéral pour les collèges d'État consacrés aux arts agricoles, mécaniques et militaires, afin de favoriser la mise en place d'une éducation libérale plus large. Ces universités sont, sans surprise, appelées « universités créées par donation foncière de 1862 » («1862 LGU »). En 1890, la deuxième Morrill Act a été établie pour fournir des LGU aux populations afro-américaines dans les États qui avaient légalement séparé les Afro-Américains des Anglo-Américains (et interdit la participation des Afro-Américains aux LGU de 1862) au moyen de lois de ségrégation basées sur les États après la guerre civile. Cette loi du Congrès est l'un des exemples les plus notoires des échecs de la période de reconstruction qui a suivi la guerre de Sécession pour traiter les héritages culturels, sociaux et politiques de l'esclavage, mais elle est aussi un exemple de la résilience et de l'excellence des LGU de 1890. Cette loi a permis la création de 19 universités, principalement situées dans l'ancienne Confédération et les États frontaliers. Ces universités sont désignées sous le nom d'universités créées par donation foncière de 1890 (Our History, s.d.) (https://www.1890foundation.org/history-of-land-grant-universities).

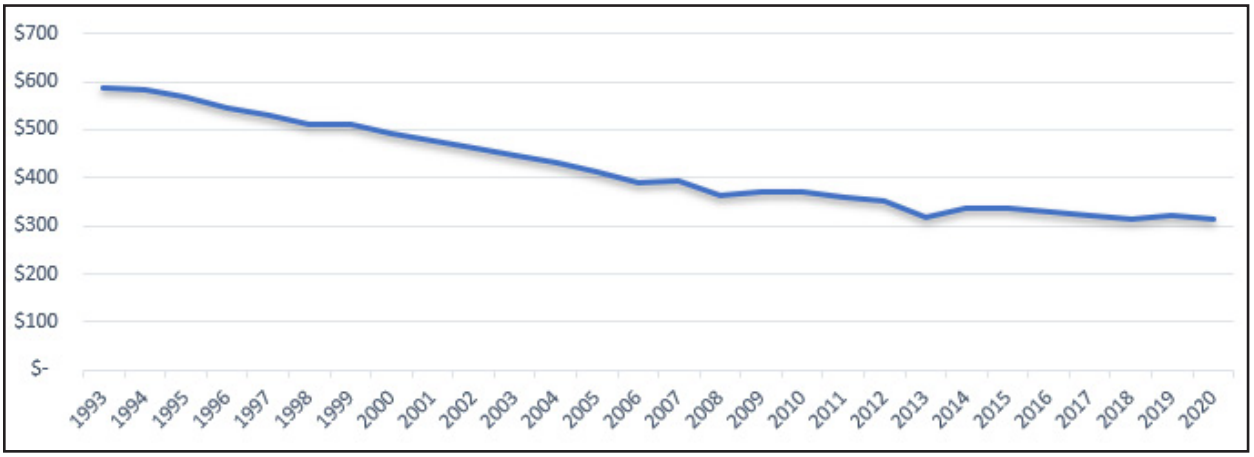
Afin de créer des occasions éducatives plus équitables pour les groupes sous-représentés, des collèges amérindiens ont été créés (Kowalkowski, et. al.) En 1994, le Congrès a établi un financement pour les collèges créés par donation foncière contrôlés par des tribus amérindiennes. Cette loi a reconnu tardivement la souveraineté des gouvernements tribaux amérindiens et l'importance de leurs collèges tribaux. Ces universités sont appelées « universités créées par donation foncière de 1994 » (1994 Tribal Land-Grant Colleges and Universities Program, s.d.). (https://www.usda.gov/partnerships/1994-program). En 2008, la loi sur l'alimentation, la conservation et l'énergie a autorisé la création d'un groupe de collèges et d'universités agricoles d'intérêt hispanique (HSACU – qui ne sont pas officiellement des LGU) afin qu'ils puissent bénéficier des programmes de subventions concurrentielles de recherche, d'éducation et de vulgarisation du NIFA (Hispanic-Serving Agricultural Colleges and Universities (HSACU) - National Institute of Food and Agriculture, s.d.). (https://nifa.usda.gov/hispanic-serving-agricultural-colleges-and-universities-hsacu)

3.0 Sources de financement des services de vulgarisation agricole publique

Les crédits fédéraux, de l'État et du comté sont les éléments essentiels du financement de la vulgarisation coopérative; ils sont complétés par diverses autres sources, notamment des subventions, des contrats de service, des frais de service et des dons. Pour la plupart des États, les fonds provenant du niveau fédéral représentent une part relativement faible de l'enveloppe financière de la vulgarisation agricole publique. Le financement fédéral de la vulgarisation agricole n'a cessé de diminuer au fil du temps – voir la figure ci-dessous :

Figure 2

Soutien fédéral à la vulgarisation agricole aux États-Unis (millions de dollars de 2020, au titre des paragraphes 3(b) et 3(c) de la Smith-Lever Act)



Source : APLU

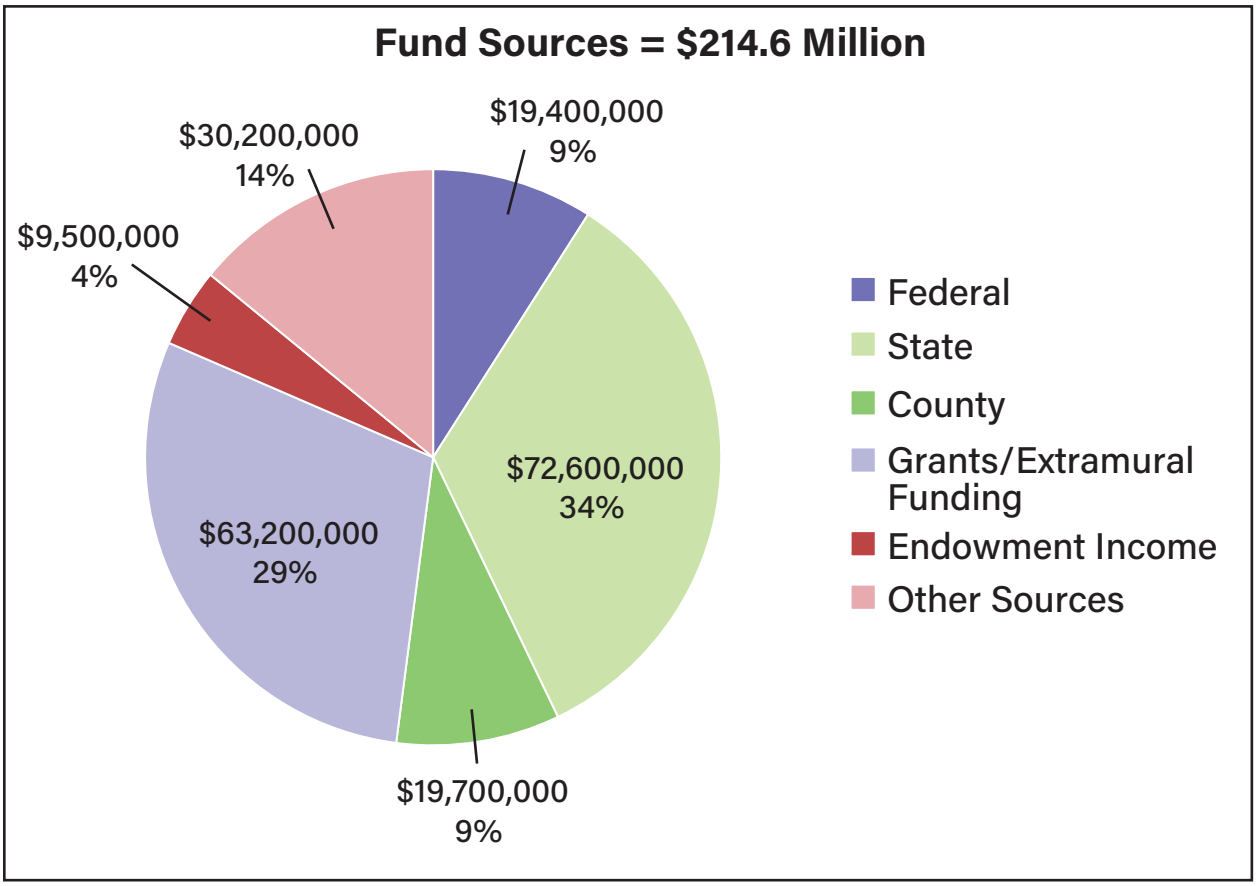
Des observateurs expérimentés laissent entendre que le soutien fédéral constitue le plus souvent 5 à 15 % du financement disponible pour les services de vulgarisation de la plupart des systèmes de vulgarisation des États. Bien que des données complètes sur les niveaux de financement de la vulgarisation publique au niveau de l'État ne soient pas facilement accessibles, les responsables du système pensent que ce financement a diminué pendant plusieurs décennies. En lieu et place de données exhaustives, plusieurs exemples du mode de financement des programmes de vulgarisation publique des États sont fournis ci-après :

3.1 Exemple : sources de financement de la vulgarisation agricole publique – le cas de la Californie

La division de l'agriculture et des ressources naturelles de l'University of California (DARN-UC) a pour mandat de mettre en œuvre la vulgarisation coopérative et les programmes connexes en Californie. La DARN-UC reçoit des fonds de plusieurs sources, notamment des administrations fédérales, étatiques et locaux (qui représentent environ la moitié du financement global) et de diverses autres sources (voir la figure ci-dessous)[12].

Figure 3

Sources des fonds de la DARN-UC pour l'exercice 2018-2019



Source : Rapport annuel de la DARN-UC (2019).

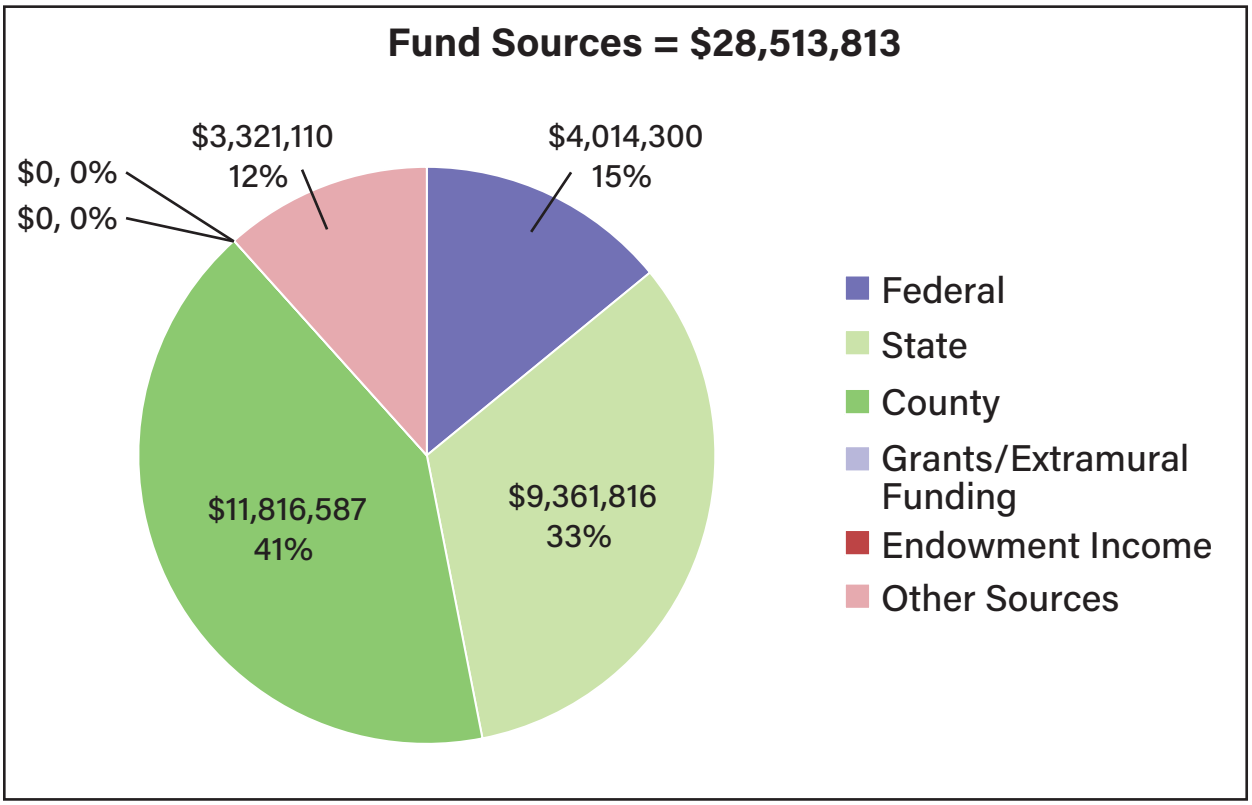
[12] Comme le rapporte un mémo du 15 mai 2019 du président de l'University of California aux membres du conseil d'administration de l'université.

3.2 Exemple : sources de financement de la vulgarisation agricole publique – le cas du Colorado

Le mandat du service de vulgarisation de la Colorado State University (CSU) consiste à mettre en œuvre la vulgarisation coopérative et les programmes connexes au Colorado. La CSU reçoit des fonds de plusieurs sources, notamment des gouvernements fédéraux, des États, des comtés et de diverses autres sources (voir la figure ci-dessous).

Figure 4

Sources des fonds de la Colorado State University pour l'exercice 2018



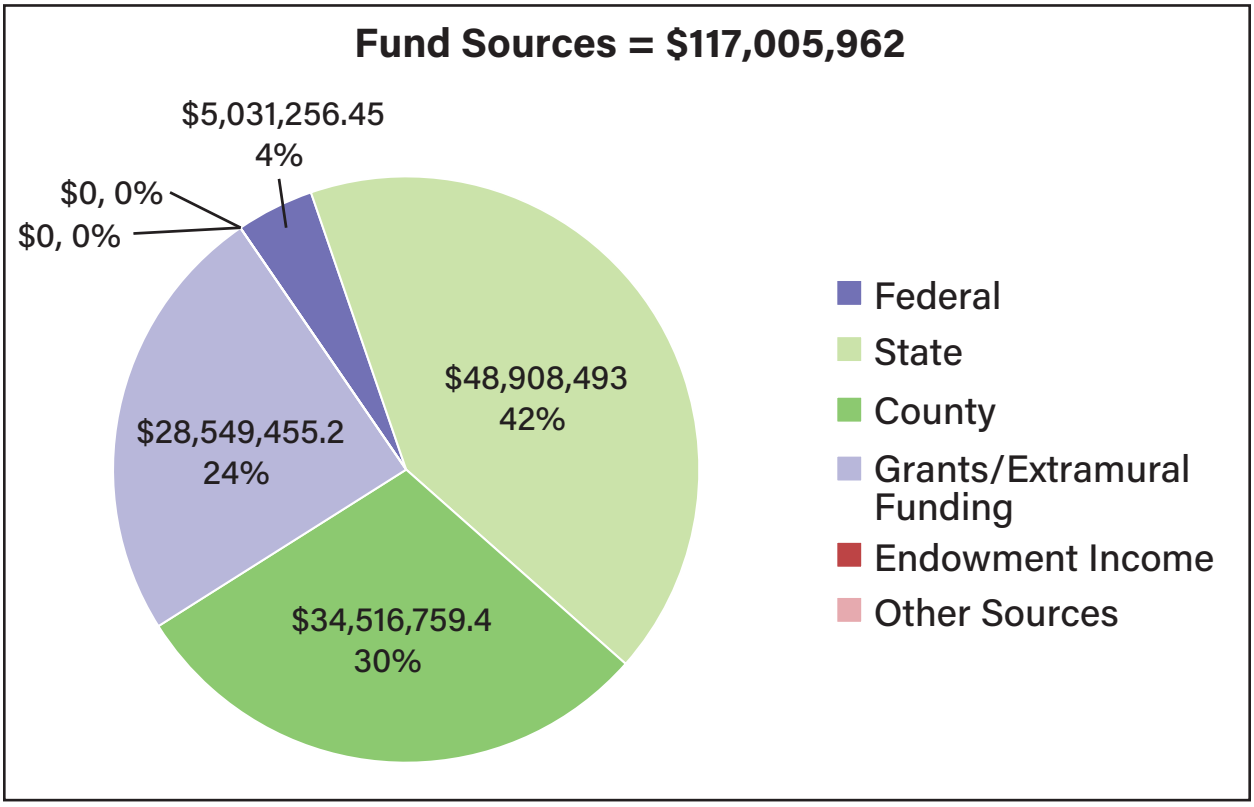
Source : Rapport annuel du service de vulgarisation de la Colorado State University (2018).

3.3 Exemple : sources de financement de la vulgarisation agricole publique – le cas de la Floride

Le mandat du service de vulgarisation de l'University of Florida (UF) consiste à de mettre en œuvre la vulgarisation coopérative et les programmes connexes en Floride. L'UF reçoit des fonds de plusieurs sources, notamment des fonds et des subventions de l'État fédéral, des États et des comtés, ainsi que des fonds extra-muros (voir la figure ci-dessous).

Figure 5

Sources des fonds de l'University of Florida pour l'exercice 2020



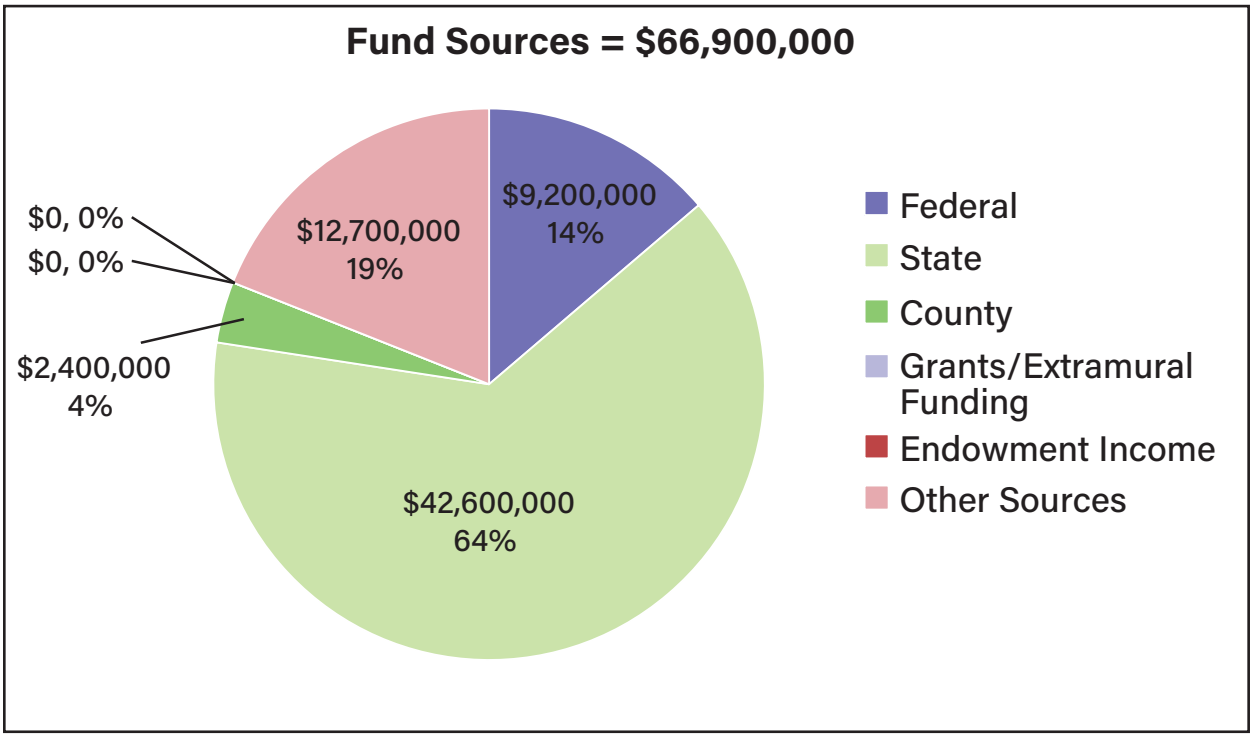
Source : Rapport annuel sur les impacts et le budget du service de vulgarisation de l'UF/IFAS (2020).

3.4 Exemple : sources de financement de la vulgarisation agricole publique – le cas de l'Alabama

Le mandat de l'Alabama Cooperative Extension System (ACES) consiste à mettre en œuvre la vulgarisation coopérative et les programmes connexes en Alabama. L'ACES reçoit des fonds de plusieurs sources, notamment du gouvernement fédéral, du comté, de l'État et d'autres sources. Plus de la moitié du budget de l'ACES provient de l'État (voir la figure ci-dessous).

Figure 6

Sources des fonds de l'Alabama Cooperative Extension System pour l'exercice 2020



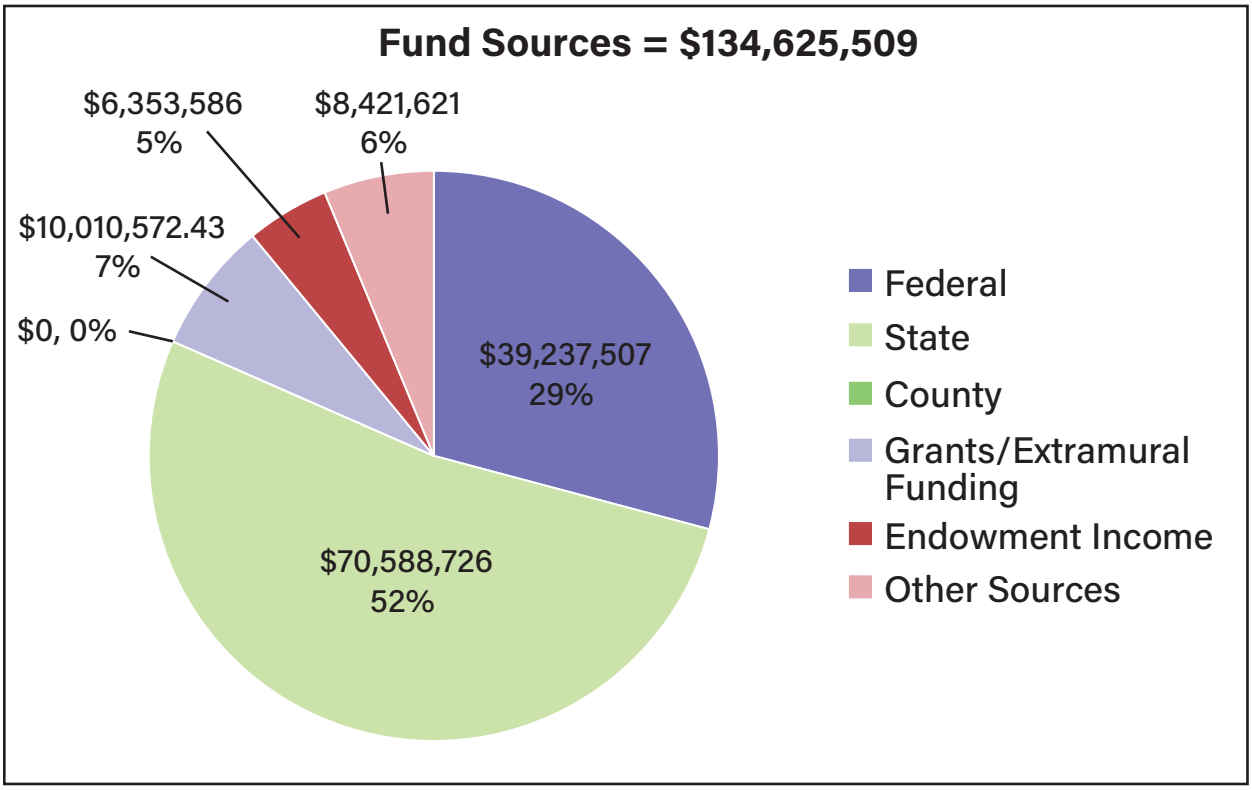
Source : Budget de l'Alabama Cooperative Extension System (2020).

3.5 Exemple : sources de financement de la vulgarisation agricole publique – le cas du Texas

Texas A&M AgriLife met en œuvre la vulgarisation coopérative et les programmes connexes au Texas. Ce programme reçoit des fonds de plusieurs sources, notamment de l'État fédéral, du comté, de l'État, de subventions/fonds extra-muros, de revenus de dotation et d'autres sources. Plus de la moitié de ce budget provient de l'État et plus d'un quart des fonds proviennent de fonds fédéraux (voir figure ci-dessous).

Figure 7

Sources des fonds de Texas A&M AgriLife pour l'exercice 2020



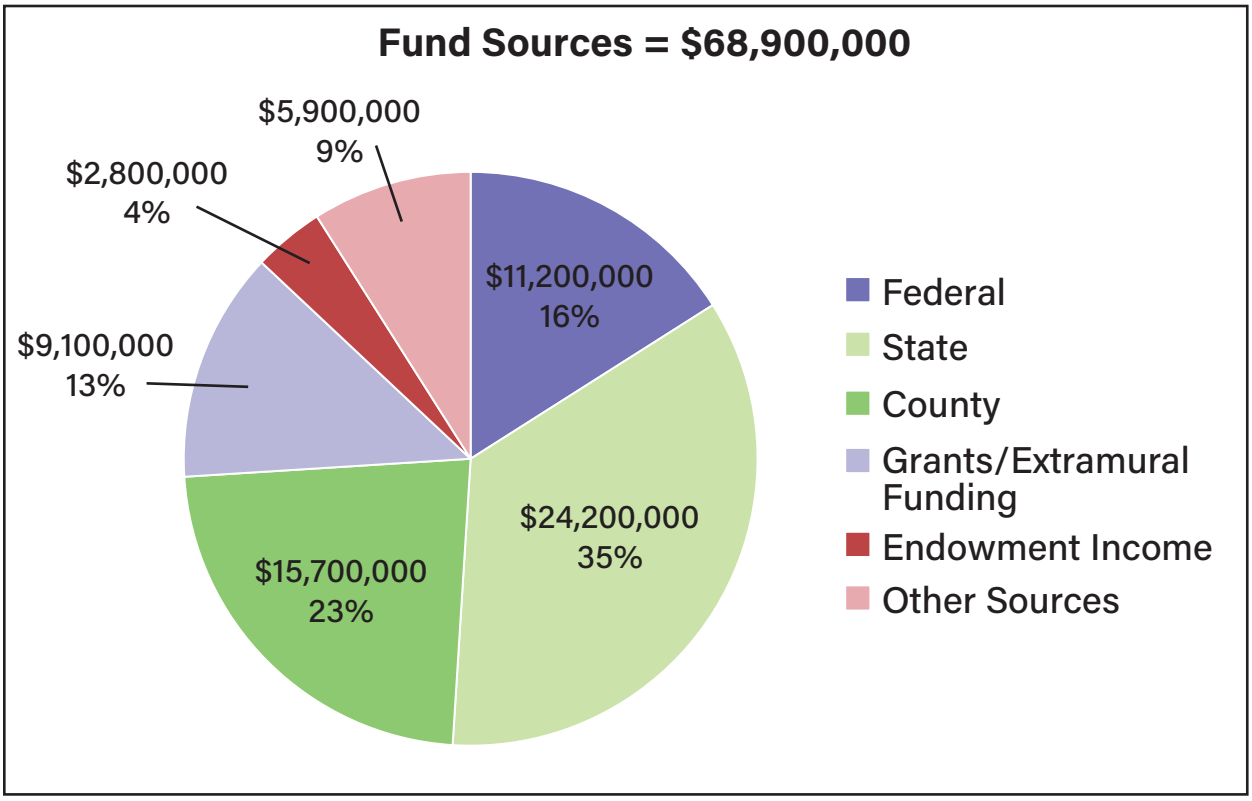
Source : Rapport financier annuel du Texas A&M AgriLife Extension Service (2020).

3.6 Exemple : sources de financement de la vulgarisation agricole publique – le cas de l'Ohio

L'objectif du service de vulgarisation de l'Ohio State University (OSU) est de mettre en œuvre la vulgarisation coopérative et les programmes connexes dans l'Ohio. L'OSU reçoit des fonds de plusieurs sources, notamment de l'État fédéral, de l'État, du comté, de subventions/fonds extra-muros, de revenus de dotation, etc. 35 % du budget de l'OSU provient de l'État (voir figure ci-dessous).

Figure 8

Sources des fonds de l'Ohio State University pour l'exercice 2016



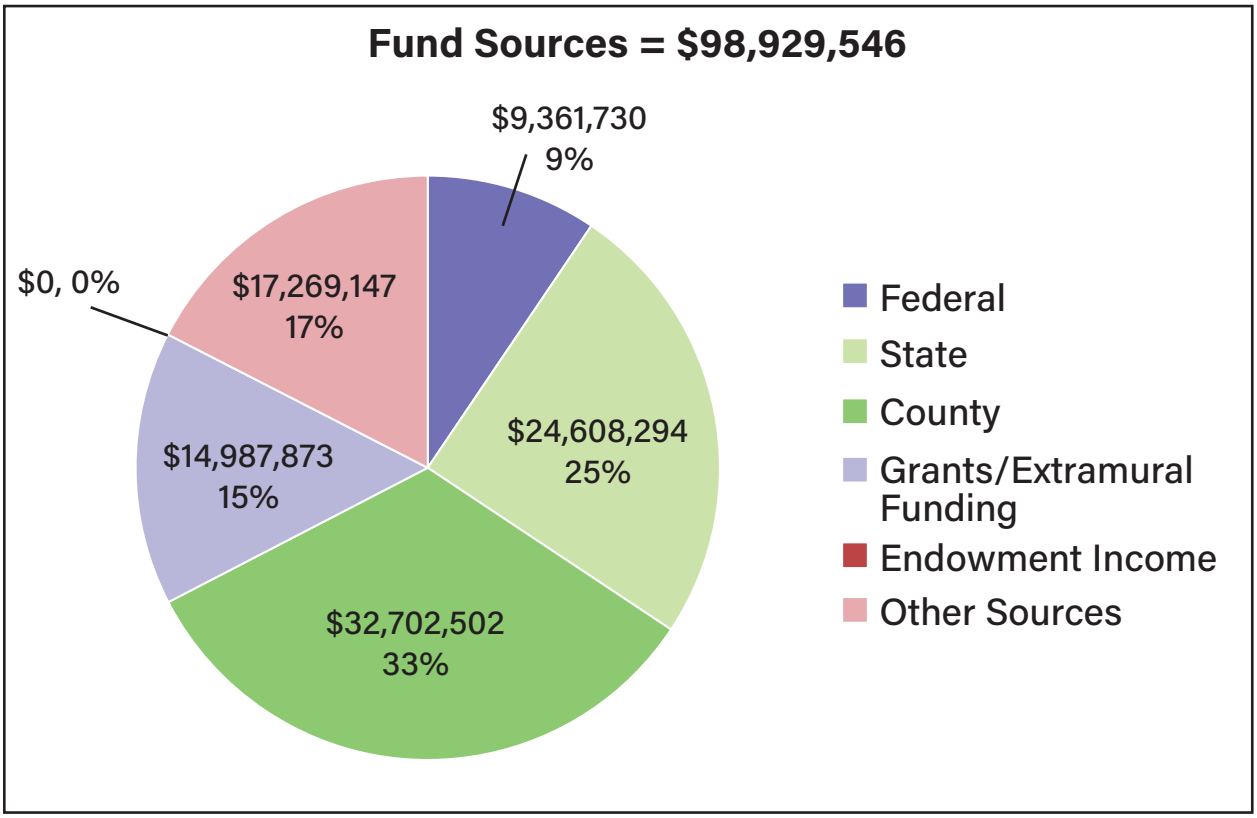
Source : Rapport annuel du service de vulgarisation de l'Ohio State University (2016).

3.7 Exemple : sources de financement de la vulgarisation agricole publique – le cas de l'Iowa

L'objectif du programme de l'Iowa State University (ISU) est de mettre en œuvre la vulgarisation coopérative et les programmes connexes en Iowa. L'ISU reçoit des fonds de plusieurs sources, notamment de l'État fédéral, de l'État, du comté, des subventions/des fonds extra-muros et d'autres sources. Trente-trois pour cent du budget de l'ISU provient des comtés (voir la figure ci-dessous).

Figure 9

Sources des fonds de l'Iowa State University pour l'exercice 2014



Source : Rapport annuel sur la vulgarisation et le rayonnement de l'Iowa State University (2014).

4.0 L'organisation des services de vulgarisation au sein des universités créées par donation foncière

Le système national des universités créées par donation foncière (« land-grant university » ou LGU) est très décentralisé. Il existe autant de structures administratives que de collèges et d'universités créés par donation foncière. Par conséquent, il existe de nombreuses structures organisationnelles et cultures internes différentes dans les universités et les établissements d'enseignement supérieur – il n'y a pas de modèle unique pour l'administration des LGU.

Parmi les LGU de 1862 et de 1890, les services de vulgarisation relèvent le plus souvent des collèges d'agriculture et des collèges de développement humain (bon nombre de ces derniers étaient autrefois des collèges d'économie domestique qui se sont transformés en collèges à orientation professionnelle). Parmi ceux-ci, la vulgarisation relève administrativement du collège de l'agriculture. Il y a douze LGU où la vulgarisation ne relève pas d'un collège de l'agriculture. Ces services de vulgarisation relèvent directement du doyen ou du président de l'université et disposent de portefeuilles de programmes visant l'ensemble du campus. Jusqu'à présent, ces 12 LGU n'établissent pas un modèle à suivre, mais elles démontrent comment les services de vulgarisation situés dans un seul collège peuvent engendrer une plus grande mobilisation, à l'échelle de l'université, parmi les autres collèges et pour l'université dans son ensemble.

Comme il a été précisé précédemment, la vulgarisation universitaire est ancrée localement. La plupart des services de vulgarisation des États ont des « éducateurs » ou des « agents » universitaires qui vivent dans chaque comté ou paroisse ou qui y sont affectés. C'est la caractéristique la plus évidente et la plus essentielle des services de vulgarisation des universités américaines.

Encore une fois, la vulgarisation est principalement financée par l'État et les collectivités locales. Dès les premières décennies, le service de vulgarisation des LGU a travaillé en collaboration avec les responsables d'administrations locales et d'État, ainsi qu'avec les conseils consultatifs locaux et des États, afin de déterminer les priorités du programme et de concevoir les objectifs, les stratégies et les plateformes de mise en œuvre de chaque programme. Dans les zones rurales, ces conseils ont toujours été composés d'agriculteurs et d'éleveurs locaux, d'élus locaux et d'un large éventail de dirigeants communautaires représentant des secteurs de programme tels que le développement de la jeunesse/4-H, les intérêts environnementaux et les partisans du secteur privé. Les bureaux de vulgarisation métropolitains comprennent également des élus et des dirigeants communautaires qui soutiennent le développement des jeunes et les 4-H, ainsi que des intérêts communautaires qui cadrent avec les priorités urbaines/métropolitaines.

La place qu'occupe la vulgarisation agricole dans la structure organisationnelle d'une université varie d'une université créée par donation foncière à l'autre. Un diagramme illustrant la place qu'occupe le programme de vulgarisation agricole de l'University of Nebraska par rapport à l'USDA, au gouvernement de l'État du Nebraska et aux comtés du Nebraska (Organizational Structure | Nebraska Extension, s.d.) se trouve sur un site Web (https://extension.unl.edu/organizational-structure/). Bien que chaque université créée par donation foncière ait sa propre structure, il existe suffisamment de similitudes entre ces universités pour que l'exemple de l'University of Nebraska illustre la place qu'occupent généralement les services de vulgarisation sein d'un collège de l'agriculture. Tous les services de vulgarisation des États américains travaillent en étroite collaboration avec des organisations non gouvernementales (à but non lucratif), des organisations de producteurs et de consommateurs agricoles, des services de conseil agricole privés à but lucratif et des organismes gouvernementaux fédéraux.

Comme il est mentionné ci-dessus, l'ECOP est organisé en cinq régions (y compris une « région » pour les LGU de 1890). Dans ces régions, l'USDA/le NIFA travaille avec les stations expérimentales agricoles et les services de vulgarisation des LGU pour promouvoir la collaboration entre les stations expérimentales agricoles et les services de vulgarisation des États. Cette collaboration permet d'élargir la capacité et l'incidence du programme grâce à la mise en commun des talents et des ressources entre les LGU des différents États. Chaque région dispose d'un comité combiné de stations expérimentales agricoles et de vulgarisation qui supervise la collaboration des programmes de recherche et de vulgarisation financés conjointement par les États et l'USDA/le NIFA. La supervision par l'USDA/le NIFA du financement Smith-Lever exige qu'au moins 20 % de ces fonds soient consacrés à la collaboration avec d'autres services de vulgarisation et de stations expérimentales agricoles des LGU. Cette exigence encourage et récompense la collaboration entre plusieurs LGU d'un même État.

Alors que les services de vulgarisation des États ayant des zones métropolitaines ont toujours eu des programmes axés sur les villes, l'« urbanisation » de la vulgarisation s'est accélérée au cours des deux dernières décennies. Les programmes de vulgarisation urbaine ont tendance à être multidisciplinaires et ajoutent souvent de la valeur aux programmes existants des gouvernements urbains et des ONG. Le Western Center for Metropolitan Extension and Research est un exemple de collaboration entre les services de vulgarisation des LGU en matière de programmes de vulgarisation et d'éducation en milieu métropolitain (About Us | Western Center for Metropolitan Extension et Research | Washington State University, s.d.) (https://metroextension.wsu.edu/ about-us/).

Les programmes de développement et d'éducation des jeunes des LGU ont été établis simultanément et de concert avec la création des bureaux de vulgarisation des comtés. Les services de vulgarisation américains proposent leurs programmes phares 4-H de développement des jeunes. Il s'agit de programmes établis par comtés avec une collaboration au niveau de l'État et du pays. Le développement des jeunes est une caractéristique de tous les programmes de vulgarisation américains (National 4-H Council, s.d.) (https://4-h.org/about/leadership/national-4-h-council/).

Les centres régionaux de développement rural (RRDC) du NIFA complètent et soutiennent les programmes de vulgarisation des États-Unis. Établi par la Rural Development Act de 1972, les RRDC aident les LGU à constituer la base de connaissances scientifiques nécessaire pour étayer les programmes d'éducation et de vulgarisation en matière de développement rural et communautaire. Les RRDC soutiennent également les possibilités de perfectionnement professionnel des conseillers agricoles et les programmes éducatifs afin d'assurer une capacité d'assistance technique de haute qualité, pertinente et opportune, ainsi qu'un rayonnement pour le développement rural et communautaire. Les RRDC ont une longue expérience de partenariats avec des entités publiques et privées pour atteindre des objectifs communs. Ces dernières années, le travail avec les partenaires s'est étendu, promettant des programmes de développement rural et communautaire durables malgré une période d'austérité budgétaire et de ressources limitées (https://nifa.usda.gov/regional-rural-development-centers/).

Au cours des deux dernières décennies, l'ECOP a facilité et soutenu l'élaboration d'une plateforme en ligne très sophistiquée par la Fondation Extension. Cette institution en ligne est partiellement payante, mais bénéficie également d'un financement fédéral. Si les programmes de l'Extension Foundation sont généralement accessibles au public et à tous les services de vulgarisation, les universités qui y souscrivent financièrement bénéficient d'avantages supplémentaires considérables. Au cours de la dernière décennie, la Extension Foundation s'est imposée comme un portail en ligne pour la diffusion rapide d'informations et comme une plateforme pour la formation d'agents/éducateurs avec des informations juste à temps (Regional Rural Development Centers | National Institute of Food and Agriculture, s.d.)

En outre, le rôle de l'ECOP et de l'Extension Foundation a été renforcé ces dernières années par une nouvelle mesure nationale, les « équipes d'action de programme » (« Program Action Teams » ou « PAT »). Le comité permanent du programme de l'ECOP comprend désormais des PAT qui permettent de mobiliser tous les professionnels de la vulgarisation en fonction des priorités de l'ECOP en matière de financement national avec l'USDA-NIFA et au-delà.

5.0 L'avenir : l'utilité et l'influence continues de la vulgarisation universitaire aux États-Unis

Le système de vulgarisation des États-Unis est un collaborateur fiable des producteurs agricoles pour ce qui est de la création de nouvelles connaissances, de l'application des connaissances existantes, du travail avec les producteurs et les entreprises du secteur privé, et de la collaboration internationale. La base de l'utilité à long terme de la vulgarisation pour les producteurs ainsi que pour les intérêts de l'environnement et des consommateurs comporte au moins trois éléments. Tout d'abord, les services de vulgarisation des universités des États-Unis s'appuient sur les vastes talents et la profondeur de l'enseignement des LGU. Deuxièmement, les services de vulgarisation des LGU sont présents dans la plupart des comtés des États-Unis et ont la capacité de représenter les intérêts locaux auprès de leurs collègues des campus et d'adapter les programmes aux conditions locales. Troisièmement, les services de vulgarisation américains ont accès à un autre vaste réservoir de talents situé à l'USDA et s'associent à lui. Aux États-Unis, des services locaux et ciblés de vulgarisation n'existent pas indépendamment de leurs universités et fonctionnent mieux lorsqu'il existe une collaboration avec l'USDA et que les intérêts très divers de leurs communautés et de leurs États sont pris en compte.

Les services de vulgarisation des États-Unis sont les représentants directs de leurs universités et les facilitateurs de leur collaboration avec les administrations des États et des collectivités locales. Ils ont été une source et un facilitateur d'innovations technologiques et organisationnelles depuis leur création dans les premières années du XXe siècle. Pourtant, les services de vulgarisation des États-Unis ont vu leur financement diminuer au cours des dernières décennies, et leur accès aux talents de leur université reste étroit. Comme tous les établissements d'enseignement supérieur américains à l'heure actuelle, ils luttent pour maintenir leur résilience fiscale et pour élargir leurs programmes afin d'inclure des collèges non agricoles dans l'ensemble du campus. Il s'agit de défis institutionnels complexes que le service de vulgarisation ne peut probablement pas gérer seul à l'interne. Les services de vulgarisation des États-Unis bénéficieront de partenariats financiers renouvelés avec l'USDA, les gouvernements de leurs États et, surtout, d'engagements financiers durables de leurs communautés. Ces défis ne sont pas insurmontables.

La configuration institutionnelle de la vulgarisation étant à la fois détenue par l'État, financée localement et axée sur les universités et axée sur une collaboration directe au niveau national avec d'autres LGU (APLU et ECOP) et l'USDA, les services de vulgarisation des États-Unis sont uniques par rapport aux autres programmes publics de vulgarisation dans le monde. Au fur et à mesure de l'évolution des secteurs agricole, alimentaire et rural, le besoin de vulgarisation augmenter en termes d'échelle et de portée. Les collectivités territoriales peuvent développer et étendre les capacités de mobilisation et de rayonnement de leurs services de vulgarisation. Lorsque les services de vulgarisation sont administrés par un seul collège, les LGU peuvent faciliter leur vulgarisation à l'ensemble de l'université sans nuire aux programmes et aux groupes d'intérêt existants (Reed et Swanson, 2022). La vulgarisation peut être une plateforme universitaire pour la mobilisation régionale et locale, y compris le leadership dans le développement de programmes transdisciplinaires appliqués d'éducation, de recherche et de mobilisation (numéro spécial du JCES, 2022).

En conséquence, les mandats institutionnels fondamentaux collectifs du système de vulgarisation des États-Unis peuvent s'étendre en termes d'objectifs et de modalités pragmatiques. Par exemple, les programmes étatiques et nationaux peuvent accorder plus d'attention à la relation entre l'agriculture et la nutrition, aux changements climatiques, à la gestion des risques biologiques et au développement des jeunes, entre autres défis mondiaux et locaux (Martin et Steele, 2022). Il est de plus en plus important pour les universités et la diffusion des connaissances d'accroître la science ouverte et les données ouvertes pour élargir la base de données probantes s'offrant aux éducateurs en vulgarisation (Woteki, 2022).

Pour déterminer les nombreuses voies à suivre par le système de vulgarisation des États-Unis pour atteindre ces objectifs, il faudra miser une fois de plus sur leur discours collectif et l'échange de pratiques exemplaires – ce que l'ECOP et l'APLU ont bien fait au cours des deux dernières décennies. Il est important de noter que leurs institutions d'origine, y compris leur propre LGU, peuvent intégrer les plateformes de mise en œuvre locale et régionale des bureaux de comté dans leurs portefeuilles d'enseignement et de recherche interdisciplinaires et transdisciplinaires. Orchestrer le développement des services de vulgarisation nécessite une réflexion innovante et créative – ainsi que des investissements et un renforcement des capacités connexes. Plutôt que de se débattre avec les rigidités de la planification stratégique, les collectivités territoriales peuvent tirer parti de l'application de « mesures stratégiques » par leurs services de vulgarisation. Enfin, et c'est important pour le NAAAN, le système de vulgarisation des États-Unis peut tirer un grand profit d'une collaboration directe avec ses homologues canadiens et mexicains. Les possibilités sont infinies dans le contexte de cette collaboration nord-américaine et mondiale, avec d'autres services de vulgarisation et de consultation rurale.

C'est vers ces défis que les discussions et les rapports de suivi se tourneront très utilement. Parmi les aspects les plus intéressants de la réflexion qui sera nécessaire, il faudra examiner comment la structure universitaire du système de vulgarisation des États-Unis pourrait faciliter la conception et la mise en œuvre de l'évolution à venir – en essayant d'être plus proactif que réactif. Ce processus sera suivi avec grand intérêt par la communauté de pratique de la vulgarisation (et au-delà) partout dans le monde.

Références

1994 Tribal Land-Grant Colleges and Universities Program (s.d.). www.usda.gov. Consulté en ligne le 11 février 2022. https://www.usda.gov/partnerships/1994-program

About Us | Western Center for Metropolitan Extension & Research | Washington State University (s.d.). Western Center for Metropolitan Extension & Research. Consulté en ligne le 11 février 2022. https://metroextension.wsu.edu/about-us/

Cooperative Extension Section (CES) [s.d.]. www.aplu.org. Consulté en ligne le 11 février 2022. https://www.aplu.org/members/commissions/food-environment-and-renewable-resources/board-on-agriculture-assembly/cooperative-extension-section/

Extension Service: A Historical Perspective | Dubuque County (s.d.). www.extension.iastate.edu. Consulté en ligne le 11 février 2022. https://www.extension.iastate.edu/dubuque/page/extension-service-historical-perspective

Hispanic-Serving Agricultural Colleges and Universities (HSACU) | National Institute of Food and Agriculture (s.d.). nifa.usda.gov. Consulté en ligne le 11 février 2022. https://nifa.usda.gov/hispanic-serving-agricultural-colleges-and-universities-hsacu

Kowalkowski, Brian, Lloyd Jr. Frieson et John L. Phillips (2022). « Community Engagement at Tribal Land-Grant Institutions: A Tribal Approach to Reimagining the University-Community Relationship », Journal of Community Engagement and Scholarship, vol. 14, no 3, art. 7. Consulté en ligne. https://digitalcommons.northgeorgia.edu/jces/vol14/iss3/7

Martin, Sheila A., et Douglas L. Steele (2022). « Harnessing Potential: The Role of Public and Land-Grant Universities' Commitment to Engagement », Journal of Community Engagement and Scholarship, vol. 14, no 3, art. 5. Consulté en ligne. https://digitalcommons.northgeorgia.edu/jces/vol14/iss3/5

National 4-H Council (s.d.). 4-H. Consulté en ligne le 11 février 2022. https://4-h.org/about/leadership/national-4-h-council/

Organizational Structure | Nebraska Extension (s.d.). extension.unl.edu. Consulté en ligne le 11 février 2022. https://extension.unl.edu/organizational-structure/

Our History (s.d.). 1890. Consulté en ligne le 11 février 2022. https://www.1890foundation.org/history-of-land-grant-universities

Reed, A. Scott, et Louis E. Swanson (2022). « Transdisciplinary Engagement: Advancing the Community Engagement Mission for All », Journal of Community Engagement and Scholarship, vol. 14, no 3, art. 3. Consulté en ligne. https://jces.ua.edu/articles/10.54656/jces.v14i3.45

Regional Rural Development Centers | National Institute of Food and Agriculture (s.d.). nifa.usda.gov. Consulté en ligne le 11 février 2022. https://nifa.usda.gov/regional-rural-development-centers/

Returning to our Roots Kellogg Commission (2000). Consulté en ligne. https://www.aplu.org/library/returning-to-our-roots-kellogg-commission-on-the-future-of-state-and-land-grant-universities-executive-summaries-of-the-reports-of-the-kellogg-commission-on-the-future-of-state-and-land-grant-universities-2000/file

Returning to Our Roots: The Engaged Institution (1999, février). www.aplu.org. Consulté en ligne le 11 février 2022. https://www.aplu.org/library/returning-to-our-roots-the-engaged-institution

The Hatch Act of 1887 | National Institute of Food and Agriculture (2018). usda.gov. Consulté en ligne. https://nifa.usda.gov/program/hatch-act-1887

The Morrill Act Still Has A Huge Impact On The U.S. And The World (2020, 2 juillet). Texas A&M Today. Consulté en ligne. https://today.tamu.edu/2020/07/02/the-morrill-act-still-has-a-huge-impact-on-the-u-s-and-the-world/

The Smith-Lever Act of 1914 (s.d.). National Archives Foundation. Consulté en ligne. https://www.archivesfoundation.org/documents/smith-lever-act-1914/

USDA Celebrates 150 Years (2012). usda.gov. Consulté en ligne. https://www.usda.gov/our-agency/about-usda/history

Williams, Roger L. (s.d.). Evan Pugh's Penn State: America's Model Agricultural College, www.psupress.org. Consulté en ligne le 11 février 2022. https://www.psupress.org/books/titles/978-0-271-08017-8.html

Woteki, Catherine E. (2022). « Open Science, Open Data, and New Opportunities for Cooperative Extension », Journal of Community Engagement and Scholarship, vol. 14, no 3, art. 6. Consulté en ligne. https://digitalcommons.northgeorgia.edu/jces/vol14/iss3/6